

original: jac

dodis.ch/57976

kopien : brf sru <sup>P. B. 58.2.16</sup> si sin grn kt ed la ra dy wok cfr lay aj  
cm dm yo ger fac gru md bro dc rae je it

washington, le 7 fevrier 1991

9h.30

0074 hhhhh

pour : - secretaire d'etat jacobi  
- secretaire general schaller  
- division politique i  
- secretariat politique  
- secretariat du chef du departement  
- division politique ii et iii  
- ddip  
- bureau de l'integration  
- of aee

copie envoyee directement par d/c - radio aux ambassades de suisse  
a bonn, bruxelles, londres, paris, rome, stockholm, helsinki,  
oslo, vienne, le caire, tel-aviv, teheran, ryad et aux  
missions a bruxelles, geneve et new york

votre 5128 et note de la division politique i du 29.1.1991

la suisse et la guerre du golfe

---

en guise de premiers commentaires suivant les reflexions de  
l'ambassadeur ducrey, contenues dans son 5128 qui constitue  
une initiative dont je le felicite, et la note de m. woker  
du 29.1.1991, dont je tiens a relever l'acuite de  
perception, je vous fais parvenir ci-apres une appreciation  
du role de la suisse dans la crise du golfe, tel qu'il  
apparaît vu d'ici, ainsi que quelques observations sur la  
suisse et l'apres-guerre. il ne m'appartient pas d'apporter  
un eclairage "americain" sur les risques d'isolement de la  
suisse en europe. l'esprit general des deux documents n'est  
cependant pas contredit par la vision que l'on peut avoir de  
ces choses depuis washington.

+

1. dans les semaines qui ont immediatement suivi l'invasion  
du koweit, la position adoptee par la suisse a favora-  
blement impressionne nos interlocuteurs americains et  
occidentaux. la decision rapide d'appliquer, certes  
d'une facon autonome mais parallele a l'action des

kopien gingen an: bawi + ib  
bupo  
emd

8.2.91

9.50h - t - za





nations unies, des sanctions completes contre l'agresseur et leur mise en oeuvre efficace ont retenu l'attention. notre attitude vers l'exterieur tres ferme dans la question des otages de l'irak et le maintien prolonge de notre ambassade au koweit ont ajoute a ce profil d'un etat decide a defendre activement les principes du droit international.

z

notre fermete contrastait alors avec l'attitude plus louvoyante de certains, et nous soutenions avantageusement la comparaison avec d'autres neutres (en particulier l'autriche de m. waldheim, parti rendre visite a s. hussein).

2. depuis lors, cependant, notre position s'est degradee, sous l'effet conjugué de trois facteurs :
  - 2.1 la participation d'entreprises suisses aux fournitures d'armement conventionnel, chimique et nucleaire a l'irak a ete relevee a maintes reprises dans la presse avant d'etre soumise a l'examen du congres. indubitablement, nous nous trouvons a ce chapitre en bonne compagnie, et les media n'ont de cesse de relever les pratiques suivies par des fournisseurs autrement plus importants, tels l'Allemagne, les etats-unis ou la france.

mais depuis que le voile s'est leve sur ces transactions, la plupart des pays incrimines se sont engages militairement et financièrement dans un effort de guerre dont nous sommes totalement absents. il y a la de leur part une compensation naturelle a laquelle nous ne pouvons participer. on s'attend donc a ce que nous trouvions d'autres moyens de faire amende honorable.

- 2.2 par contraste avec nos premieres mesures, notre attitude subsequente a paru moins cooperative et solidaire. strictes limites imposees au survol de notre territoire, interpretations publiques de la nature du conflit et invocation d'un concept traditionnel, pur et dur, de notre neutralite, ont sans doute efface une partie du "goodwill" que nous nous etions menage aux premieres heures.

on ne discerne pas a ce stade d'animosite a notre egard de la part de washington. des lors que les autrichiens ont ouvert leur espace aerien (et que francais et espagnols ont mis a disposition leurs aeroport), l'importance strategique de l'espace suisse a diminue. c'est heureux, car les americains sont tres sensibles a cette question (ils n'ont pas cache leur mauvaise humeur a l'encontre des yougoslaves, d'abord restrictifs en matiere de survols).

plus generalement, l'attitude des americains, pour autant qu'ils songent a la suisse, demeure dans l'ensemble positive (nous jouissons ici d'une bonne reputation generale qui ne doit rien a notre neutralite, concept plutot mal compris par les americains). notre image est cependant a la merci d'un changement d'humeur tres possible en ces temps de sensibilite exacerbee.



- 2.3 cette sensibilité s'applique avec une acuité particulière à l'égard des pays industrialisés au sujet du "burden sharing". si l'on conçoit bien que certains états ne peuvent guère, pour des raisons propres, participer à l'effort militaire, cette tolérance ne s'applique pas au sujet d'un appui économique.

notre contribution de 100 millions de dlr. au fonds d'aide aux pays les plus touchés par la crise nous a placés, dans un premier temps, en position avantageuse. depuis lors, cependant, les contributions financières globales des pays industrialisés et des alliés de la coalition

ont augmenté de manière exponentielle, de même que les coûts présumés du conflit.

or, notre statut de neutralité ne nous met pas à l'abri d'un effort de solidarité avec la communauté internationale. cette solidarité doit être au moins proportionnelle aux sacrifices financiers consentis par le reste du monde industrialisé, d'autant plus que nous passons pour être tout aussi dépendants de la résolution du conflit que nos partenaires économiques développés.

il s'agit donc de songer dès maintenant à augmenter nos contributions aux pays les plus touchés (en élargissant le cercle des bénéficiaires : israel, liban...), de participer à l'effort de rapatriement des laissés pour compte (philippins, pakistanais, égyptiens, palestiniens, etc...) et d'augmenter considérablement nos versements aux organisations humanitaires concernées. car ce n'est qu'au prix d'une participation substantielle aux charges de la crise que nous éviterons de passer pour des profiteurs, tirant objectivement profit d'une neutralité artificielle.

3. ces éléments qui pesent réellement ou potentiellement sur notre image sont certes en partie compensés par les services que nous sommes à même de rendre aux états-unis en assurant le contact avec teheran. nous remplissons dans ce domaine une fonction utile, très appréciée des dirigeants américains.

à cela s'ajoute le fait que notre disponibilité traditionnelle continue d'être prise au sérieux, comme en témoigne l'acceptation par le président bush de Genève comme lieu de la rencontre de la dernière chance entre mm. baker et aziz. enfin, nous savons que les contacts suivis que les américains entretiennent avec le cicr, dont ils attendent beaucoup dans la zone de conflit, ajoutent indirectement à la réputation de la suisse officielle.

toutefois, le cercle des responsables conscients de ces aspects positifs est restreint. la majeure partie des autorités et du public les ignorent, et ne retiennent de l'attitude de la suisse que notre volonté de nous tenir à l'écart.



4. nos particularismes et notamment notre neutralite ne seront respectes de par le monde qu'a la condition que nous en fassions usage, avec imagination et allant, pour le bien commun. 4

cela d'autant plus que beaucoup d'etats mettent aujourd'hui en doute l'utilite de notre neutralite, au lendemain des bouleversements europeens declanches en 1989. il n'est meme pas si temeraire de penser que notre neutralite a aujourd'hui plus de sens dans le contexte du moyen orient qu'elle ne peut en avoir sur la scene europeenne.

au dela de notre engagement humanitaire, il est donc legitime de songer a nos eventuelles possibilites d'action diplomatique future, en faveur d'une stabilite accrue du moyen orient. car apres tout, les hostilites actuelles cesseront bien un jour, d'une maniere ou d'une autre.

quelque forme que prenne l'issue du conflit, les limites de nos actions eventuelles sont evidentes, d'autant plus que la suisse ne peut se prevaloir d'une expertise particuliere ou de liens historiques marquants avec la region. a contrario, ces elements et l'absence d'interets nationaux a defendre au moyen orient peuvent jouer en notre faveur. concevoir un role depassant la simple mise a disposition de notre territoire implique donc que nous cherchions dans un premier temps a remedier a certaines carences, pour ensuite tirer parti de notre situation.

avant tout, il serait vain de tenter quoi que ce soit sans nous y etre prepares d'une maniere perceptible et credible. nous devrions par consequent developper un reseau de contacts et de liens avec une large palette de parties interessees (pour eviter la repetition de l'ecueil sur lequel a trebuche l'ancien conseiller federal furgler, dont les services en vue de la resolution du conflit irako-iranien avaient ete rejetes en juin 1988 par bagdad, en raison de son manque apparent d'expertise dans les questions de la region).



il nous faudrait des maintenant montrer notre interet pour les initiatives qui se developpent en marge du conflit, rencontrer et mieux connaitre les principaux acteurs de la partie qui se joue, leur indiquer que nous ne sommes pas insensibles a leurs demarches, et leur faire savoir qu'ils pourraient, au moment opportun, compter sur notre appui.

le moment venu, ce travail d'approche pourrait etre mis au service du secretaire general des nations unies, ou de ceux qui seront appeles a jouer un role de mediation de premier plan. la, comme deja dit, l'absence meme de parti pris que nous confere notre relatif eloignement du contexte moyen oriental pourrait constituer un apport positif. nous pourrions par exemple, le cas echeant, nous joindre a un groupe de pays actifs (tels l'iran, la france, l'inde, la yougoslavie, ou encore le maroc ou l'algerie...) en apportant la caution de notre neutralite, de notre acceptabilite pour l'occident et de notre renom humanitaire.

en effet, une demarche allant dans le sens d'une initiative de paix ou de la mise en place de structures de negociation serait plus credible pour l'occident, et surtout pour les etats-unis et israel, si nous faisons partie du groupe des pays qui l'imaginent et la prouvent. ce phenomene s'est deja avere vrai a diverses occasions, et mutatis mutandis a la csce notamment, ou beaucoup de propositions etaient mieux acceptees par les sovietiques si elles avaient l'aval des neutres. tres recemment, ce fut encore le cas lorsque bagdad a accepte la rencontre baker-aziz a geneve en tant que proposition venant de notre part.

avec ces quelques remarques, je me rends compte que le sujet est loin d'etre epuise. le dialogue peut etre poursuivi et je me permettrai de vous envoyer des reflexions supplementaires au gre de l'evolution des evenements et des entretiens que je pourrais avoir avec differents responsables.

e. brunner

ambasuisse